



Trésorerie : c'est « la défense de la ruralité ».



Vendredi 10 juillet 2015



Alain Chantereau avait expliqué longuement la situation, vue du côté Finances Publiques, devant le conseil communautaire, la semaine dernière. Sans convaincre les élus et le public.

Suite au rejet unanime de la proposition avancée par Alain Chantereau et Claude Brécharde de la Direction Régionale des Finances Publiques, lors de leur exposé présenté au conseil communautaire de la semaine dernière, **une nouvelle manifestation aura lieu demain à partir de 11 heures, sur le marché de L'Isle-en-Dodon. Une délégation de la CGT Finances Publiques 31 et une autre de l'Union Locale CGT Comminges seront également présentes, aux côtés de la population et des élus.**

Lors du conseil communautaire, la semaine dernière, de nombreux élus et maires du canton présents pour entendre ce qu'avait à leur dire la direction régionale des Finances Publiques quant à la fermeture de la trésorerie au 1er janvier 2016. L'exposé titrait sur l'évolution de la présence du Trésor Public à L'Isle-en-Dodon .

Désaccord total

Avant de passer la parole à Alain Chantereau, directeur régional des Finances Publiques, Loïc de Bretagne, président de la communauté de communes, a précisé que le maire et lui étaient en désaccord total avec les propositions qui allaient être faites. «On souhaite faire évoluer la situation de la trésorerie et faire une réadaptation du travail», a annoncé Alain Chantereau avant d'expliquer la situation, vue du côté Finances Publiques. Claude Brechard a évoqué «les difficultés du travail de l'agent au quotidien, avec une double comptabilité», proposant deux demi-journées, voire trois en période de pointe, réservées à de l'accueil exclusif.

Mais, leurs arguments ont fait s'élever des marques de réprobation dans l'assemblée. «**Le service public ne doit pas être associé au mot rentabilité... On vit des fermetures définitives... Pourquoi c'est Boulogne qui récupère tout ? Je vais devenir révolutionnaire, quitte à rendre nos écharpes. On est un canton vivant...**». Loïc de Bretagne est resté très ferme sur la position unanime des élus et a ouvert ensuite le débat aux personnes extérieures. **Jean-Luc Picard, assistant parlementaire, représentait Joël Aviragnet et Carole Delga : «C'est un combat qui dure depuis plusieurs années, c'est la défense des territoires ruraux».**